Troisième Année. — Numéro 179 — CINQ CENTIMES — Mardi 29 Juin 1897

L'ÉGALITÉ
de Roubaix-Tourcoing

ABONNEMENTS

	Trois mois	Six mois	Un an
NORD et Départements limitrophes	4 fr. 50	9 fr.	16 fr.
AUTRES DÉPARTEMENTS	5 fr. 50	12 fr.	22 fr.

Les abonnements sont reçus dans tous les bureaux de poste.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
ROUBAIX, Grande-Rue, 93 et Rue Dermont, 12, TOURCOING
Adresser les manuscrits au Rédacteur en chef, à ROUBAIX

ON REÇOIT LES ANNONCES
ANNONCES
A ROUBAIX, 93, Grande-Rue.
A TOURCOING, 12, Rue Desurmont.
A LILLE, 28, Rue de Fives.

BULLETIN DU JOUR

UN VRAI TOUPET

On lit dans l'*Économiste français*, en date du samedi 19 juin, les lignes suivantes dues à la plume de M. Georges Michel :

« Jusqu'ici cette chétive augmentation de « 80 000 tonnes expédiées de Marseille est « le seul résultat de notre déplorable expé« dition de Madagascar, qui a déjà coûté à « la France 150 millions et 8000 de ses « meilleurs soldats tombés, non sous le feu « de l'ennemi, mais qui sont morts victi« mes de la criminelle incurie des hommes « qui, d'un cœur léger, avaient assumé la « responsabilité de diriger une entreprise « au-dessus de leur intelligence et de leur « patriotisme. »

M. Georges Michel doit pourtant avoir lu les nombreux articles de son rédacteur en chef M. Paul Leroy-Beaulieu : dans lequel celui-ci a tellement poussé le gouvernement français à faire l'expédition de Madagascar qu'il peut dire que cette guerre-là est menée, comme jadis l'impératrice Eugénie le disait pour la guerre de 1870.

Personne n'ignore que la guerre de Madagascar a été faite pour servir les intérêts de puissants capitalistes et que ceux-ci ont employé la haute autorité de M. Paul Leroy-Beaulieu pour y accoler le gouvernement français.

D'un autre côté, les 8000 soldats français qui sont tombés n'ont pas trouvé la mort en se battant contre les Hovas, puisque ceux-ci ne se sont pas défendus, mais bien dans la construction d'une route au milieu du marais de la Betsikoa, qui était destinée à desservir les Établissements et les mines d'or de M. Suberbie.

Les 150 millions de deniers publics et les 8000 soldats français sur lesquels M. Georges Michel verse aujourd'hui des larmes de crocodile, ayant été sacrifiés aux intérêts des amis de son rédacteur en chef ; l'expédition n'ayant été entreprise que sur l'insistance de ce dernier, c'est lui, Paul Leroy-Beaulieu, qui en porte seul toute la responsabilité devant le pays.

Oh ! il est aujourd'hui facile et en même temps commode de venir prétendre, avec un cœur léger, que la faute en est à l'incurie des hommes publics qui ont dirigé les opérations, parmi lesquels se trouve M. Félix Faure en première ligne, mais cela n'enlève point la culpabilité des gens qui ont déchaîné la guerre.

Certes, nous ne disons pas la criminelle incurie de nos gouvernants ; ils nous ont prouvé qu'ils ne valaient pas mieux que leurs prédécesseurs de 1870-1871, mais les sycophantes des financiers ont vraiment du toupet de venir critiquer une guerre qu'ils ont conseillée, qu'ils ont fait entreprendre, car ils espéraient qu'eux et leurs amis ramasseraient des richesses dans le sang humain qui allait être versé. N'avez-vous pas osé imprimer tout dernièrement, ô *Économiste français*, que ce temps de guerre était le moment de moisson des capitalistes ?

Ayez donc la pudeur de vous taire, moissonneurs de la mort, et réjouissez-vous de la longanimité du peuple qui souffre vos parodies de patriotisme avec lequel vous le bernez.

Si jamais vous nous précipitez dans une tondrière plus dangereuse encore que celle de 1870, vous saurez vous mettre en sûreté et vous laisserez les travailleurs socialistes se faire casser la tête pour sauver la France que vous aurez compromise.

Ch. BRUNELLIÈRE.

INFORMATIONS

(Par Service Spécial)

INTÉRIEUR

LE VOYAGE DE FELISQUE EN RUSSIE

Paris, 27 juin.

Un télégramme de Saint-Pétersbourg, reproduisant la nouvelle donnée par plusieurs journaux russes, annonce que la visite de M. Félix Faure en Russie serait avancée. M. Félix Faure quitterait Paris le 15 juillet et s'embarquerait le 16, au soir, à Cherbourg, pour être à Cronstadt le 20.

CONSTITUTION D'UN NOUVEAU CORPS D'ARMÉE

Paris, 27 juin.

La question du dédoublement du 6e corps d'armée et de la constitution du 20e corps sont enfin résolues.

A la suite du récent voyage sur la frontière de l'Est du ministre de la guerre, accompagné du général Saussier et du chef d'état major général, la ville de Toul a été choisie comme chef-lieu du nouveau corps d'armée.

Un projet de loi à cet effet sera déposé sur le bureau de la Chambre avant les vacances et le gouvernement en demandera le vote immédiat.

LE GOUVERNEMENT GÉNÉRAL DE L'ALGÉRIE

Paris, 27 juin.

La France a publié, hier soir, l'information suivante :

« M. Cambon sera probablement nommé ambassadeur à Berne, dès que la retraite de M. le baron de Courcel aura permis au gouvernement d'effectuer une mutation dans le personnel diplomatique.

» La succession du préfet de police est promise à M. de Lanessan, ancien gouverneur général de l'Indo Chine, ancien candidat républicain aux élections législatives dans la Gironde. »

Nous ignorons si la nouvelle est vraie, elle est en tout cas vraisemblable. M. de Lanessan n'est depuis quelque temps assez acharné après les socialistes pour mériter une récompense.

L'AFFAIRE ARTON ET LE PANAMA

Paris, 27 juin

On annonce que le baron Cottu, qui s'est réfugié en Autriche à la suite des affaires du Panama, sera invité à venir s'expliquer devant le consul de France, Vienne, tout comme M. Charles de Lesseps à Londres.

Nous avons dit que M. Charles de Lesseps était décidé à parler. Il n'en sera probablement pas de même de M. Cottu.

Le juge d'instruction a passé peu de temps hier dans son cabinet, et n'a entendu que des témoins sans importance.

GUILLAUME, LÉOPOLD ET HANOTAUX

Paris, 27 juin.

Au cours de son voyage en Allemagne, le roi des Belges, actuellement à Kiel, invitera l'empereur à aller visiter l'Exposition internationale de Bruxelles.

Cette invitation est prévue d'avance, puisqu'elle a été sollicitée par le kaiser, qui a même déjà annoncé son intention de se rendre tout particulièrement à la section française.

A l'instigation d'Hanotaux, le protocole a été chargé d'examiner la conduite à tenir à cette occasion. Le pacha du quai d'Orsay, a même fait connaître son intention d'aller en personne à Bruxelles, afin de recevoir lui-même le toast allemand.

L'homme qui a conduit nos vaisseaux à Kiel est tout désigné pour aller lécher, à Bruxelles, les bottes du souverain allemand.

LE GROS LOT DES BONS DE L'EXPOSITION

Roanne, 27 juin.

Le gros lot de 100,000 francs des Bons de l'Exposition a été gagné par deux Roannaises, Mme veuve Tête, née Eugénie Dumas et sa sœur, toutes deux tisseuses d'usine. Elles avaient en commun 3 billets, dont le numéro 1,394 de la série 199.

QUATRE OUVRIERS ASPHYXIÉS A MARSEILLE

Marseille, 27 juin.

Hier soir, une équipe d'ouvriers était occupée à la vidange d'une ancienne raffinerie de soufre et salpêtre, boulevard de la Paix. Un d'eux tomba dans la fosse.

Ses trois camarades, en voulant lui porter secours, subirent un commencement d'asphyxie ; ils furent immédiatement retirés et transportés à l'hôpital ; leur vie est en danger.

Le quatrième ouvrier est mort. Le cadavre n'a pu être retiré de la fosse.

QUINTUPLE CONDAMNATION A MORT

Oran, 27 juin.

Cinq indigènes accusés d'un assassinat commis le 12 août 1896 sur un nommé Baptiste Monsarrat, au hameau Penet, commune d'Ain-Temouchent, ont comparu devant la cour d'assises. Après un long débat, les jurés sont revenus avec un verdict affirmatif sans circonstances atténuantes.

En conséquence, les cinq accusés ont été condamnés à la peine de mort.

MORT DE M. SCHUTZENBERGER, CHIMISTE

Paris, 27 juin.

M. Schutzenberger, le célèbre chimiste, professeur au collège de France, membre de l'Institut, est mort la nuit dernière à Méry (Seine-et-Oise), où il était en villégiature.

ÉTRANGER

LE SOCIALISME AUX INDES NEERLANDAISES

Batavia, 27 juin

Il vient de se fonder à Batavia (Indes hollandaises, 45 millions d'habitants) un parti socialiste avec un programme collectiviste.

Une des clauses du programme porte la proclamation d'une République indépendante des Indes, dans le cas où les colonies viendraient à passer entre les mains d'une puissance étrangère.

La puissance étrangère que l'on vise ici, est surtout l'Allemagne, dont on ignore jusqu'à ses intentions à l'égard des colonies hollandaises.

UNE GRÈVE DANS LE BORINAGE

Mons, 27 juin.

Une grève vient d'éclater dans le Borinage. Les administrations charbonnières ont affiché de nouveaux règlements d'ordre intérieur, qui ont été apposés vendredi.

Un millier d'ouvriers du Grand-Hornu se sont aussitôt mis en grève, après avoir entendu lecture de la nouvelle réglementation du travail.

Samedi, le nombre des grévistes était monté à plus de trois mille, une partie du personnel des charbonnages du Grand-Buisson et du Bien-du-Cœur ayant fait cause commune avec ceux du Grand-Hornu.

Les grèves sont le résultat des prescriptions iniques du nouveau règlement.

Dans une réunion qui sera tenue demain lundi, sous la présidence du député socialiste Hennex, les houilleurs présenteront leurs réclamations.

IMPORTANT SOULÈVEMENT AUX INDES

Londres, 27 juin.

On se souvient de récents actes de révolte qui ont eu lieu aux Indes contre les troupes et les représentants du gouvernement anglais.

Un détachement des troupes anglaises a été presque complètement détruit sur la frontière afghane.

D'autre part, dans les provinces du centre, un officier vient d'être assassiné, et une tentative d'assassinat a eu lieu contre un haut fonctionnaire.

Tout cela a causé une grande inquiétude dans les cercles officiels. On a promis une récompense de 10,000 roupies à celui qui découvrira le ou les fauteurs des attentats.

A ces faits se rattache un manifeste que l'on vient de nous envoyer de Bombay. Ce document est signé : « Trois cents millions d'êtres humains. »

Il a été publié à l'occasion du jubilé de la reine d'Angleterre. Victoria y est traitée avec sévérité ; on y va même jusqu'à l'injurier.

En même temps, on s'adresse aux nations civilisées de l'Europe en réclamant leur aide pour délivrer les Indiens qui gémissent dans l'esclavage.

TERRIBLE ÉBOULEMENT DANS UNE MINE

Santiago-du-Chili, 27 juin

Un éboulement s'est produit dans les mines de Labrar.

Il y a vingt-deux victimes.

RÉSIGNATION

C'est une bien facile autant qu'intéressée théorie que celle prêchée par les économistes genre Yves Guyot « laissez faire et laissez passer ». Ainsi on se rapproche des saintes doctrines de l'évangile sur la résignation aux malheurs de ce monde, en attendant les douces joies dans l'autre. — Juste récompense de l'exploitation capitaliste. — On nous recommande ainsi d'assister impassibles à ces phénomènes économiques, que personne ne peut enrayer et qui précipiteront la société moderne dans une crise nécessaire.

Le problème est resté longtemps obscur, des révoltes sanglantes en ont déjà été les équations et il est du devoir de ceux qui défendent l'intérêt des humbles, des faibles, des déshérités, d'en rechercher les solutions.

L'obstruction systématique des privilégiés de l'état actuel, ou l'abstention des indifférents dans cette grave question serait une lâcheté sociale.

La loi du progrès est inexorable, fautque les hommes conscients au lieu de la subir, le dos courbé sous la misère ne prenant de repos que pour une muette extase vers le réparateur de richesses futures, sachent bien que la société a des devoirs à remplir.

Que fait elle donc cette société, de l'égoïsme le plus féroce préside aux moindres actes bourgeois ? Que sont les ouvriers, les paysans, au regard de la classe dirigeante ? Des quantités négligeables, des esclaves, dont le rôle se borne à être des machines de capitalisation.

L'instruction qui a été semée avec parcimonie encore dans les cerveaux de la classe travailleuse en fera un jour, la classe maîtresse, et nous pourrons assister à la mise en pratique de cette douce maxime : *aimons nous les uns les autres*, par *l'aidons-nous les uns les autres*.

Vainement les tourbillons de la tourmente viendra que du peuple, qui, de l'aveu même des bourgeois est *bon*, pour ne pas dire comme certain d'entre eux, *vile*.

Un évènement dramatico-religieux, confirme cette opinion. Quand il y a quelques semaines, sous le couvert de la charité, un grand bazar mondain, arrosé la veille d'eau bénite, devenait la proie des flammes, ce fut dans tout le prolétariat un sentiment de profonde tristesse. Pourtant ceux qui disparaissaient ainsi avaient leurs noms sur le grand armorial de France, c'était la fine fleurs des grandes familles qui vivent sans produire, jouissant du travail des malheureux ! Mais qu'éclate une catastrophe dans une mine, dans une usine, vous verrez alors, le peu de cas que l'on fait de la destruction de la machine de chair : toutes les préoccupations des actionnaires porteront sur la détérioration du matériel, car pour eux, la machine de fer est seule digne d'attention.

Nous assistons ainsi à ce triste spectacle d'une classe privilégiée dont toute la préoccupation est le sensualisme qui la voue à disparaître noyée dans ses excès et ses orgies.

La vie, pour elle, n'est que parce que les passions deviennent de plus en plus raffinées.

Jouir du maximum des plaisirs mondains, là est le but de la classe capitaliste.

Ce sont ces jeunes rejetons sans sève, n'ayant que la haine au cœur et le cerveau vide de toute généreuse pensée, qui forment la jeunesse dorée de France ; celle qui, demain, si nous ne nous levons, nous dominera, comme hier et comme aujourd'hui.

Le travailleur se ravalera-t-il, au rang de la brute, pour permettre un pareil état de choses ? Cette abdication de lui-même est impossible ! Il marchera de l'avant, car, de plus en plus, il se sont homme.

On nous accuse de fomenter la guerre des classes, mais nous ne faisons malheureusement que la constater. Les *Peaux-Rouges* de Roubaix ne sont-ils pas les fossoyeurs qui creusent le ravin entre les jouisseurs et les meurt-de-faim ? Le temps se chargera d'accentuer l'excavation.

Et c'est du fond de leurs salons dorés, que les capitalistes projettent les éclats de leur haine contre ceux qui leur assurent la vie facile. Dans une société aussi mal équilibrée que la nôtre, le devoir de tout homme de cœur est d'aller au sourd de ceux qui peinent, qui souffrent, dont la faim torture les entrailles.

Quoi, ce pauvre, cet être famélique, ne fait-il pas partie de l'humanité ; sa besace vide, est-ce le droit à l'exclusion ? Victime du progrès social, d'homme libre qu'il se croyait, il devient un être nuisible réduit à s'avilir, à quémander le pain nécessaire pour son existence, auprès de ceux qui ont fait de lui une vile marchandise.

Est-il responsable ou est ce l'état social dans lequel il végète ?

Poser la question, c'est la résoudre pour celui qui, au milieu de la corruption actuelle, a le suprême bonheur de avoir conservé intact, la liberté de penser et de juger.

Croyez-vous qu'il n'arrivera pas à comprendre que les droits de tous sont égaux devant l'humanité et que les besoins sont de même nature ?

Pensez-vous qu'il se contentera de grommeler toujours avec résignation, au déclin de son existence, ce vers de Gilbert :

Au banquet de la vie infortuné convive,

Il serait bien bête, ce miséreux, ce sacrifié de l'extrême concurrence.

Tout est coalisé aujourd'hui, contre le prolétariat, mais, comme le disait un écrivain de la *Revue des Deux-Mondes* « ce qui est à craindre pour le repos de la Bourgeoisie : *c'est le barbare du dedans.* »

Ces « barbares du dadans », c'est la classe pensante et travailleuse qui, organisée en parti politique distinct, comprend l'étendue de ses souffrances et réclame ses droits légitimes.

Les anciens partis, dénués de sentiments humains, n'ayant que l'intérêt personnel comme guide se groupent sous la même bannière, ils ont l'illusion de croire que l'on peut résister aux lois de l'évolution qui nous emportent vers un avenir de justice.

Quant à nous, qui sommes dégagés de tous faux préjugés, nous sommes bien confiants en la destinée du prolétariat, car nous savons que le progrès ne se laissera fléchir, pas plus par les prières des cléricaux que par les promesses fallacieuses des opportunistes voltairiens.

Aussi, bientôt disparaîtra cette funmisterie : la résignation, qui pendant si longtemps a permis à une poignée d'oisifs de berner l'immense armée des souffrants !

Georges DEVRAIGNE.

PERTE D'UN CUIRASSÉ RUSSE

St-Pétersbourg, 27 juin.

C'est en vue de l'île de Rondo, dans le détroit de Bjorekoe, à peu de distance de Wiborg, que s'est produit l'accident du cuirassé russe *Gangut*.

Le *Gangut* a touché, à quatre heures de l'après midi, pendant une tempête sur un rocher. Une énorme voie d'eau s'est déclarée aussitôt.

Tout l'équipage travailla aux pompes, mais ce fut en vain. Le navire coula à neuf heures et demie du soir.

Les officiers et l'équipage furent sauvés.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

La Commission du Panama

Paris, 27 juin.

Ainsi que nous l'avions annoncé, les bureaux des divers groupes de la Chambre se sont réunis samedi pour déterminer le nombre des membres de la commission d'enquête sur le Panama qu'il appartiendra à chacun de ses groupes de désigner.

Voici comment a été faite cette répartition, après un travail qui a duré près de deux heures et auquel ont pris part MM. Dujardin-Beaumetz, Goblet, Rouanet, de Lanjuinais, Saint-Germain, Marty et de Montfort.

La droite, qui comprend cinquante-neuf membres, aura droit à trois commissaires ; les cinquante deux ralliés en auront deux ; les cent quatre-vingt quinze républicains ministériels, neuf ; l'Union progressiste (ancien groupe Isambert), qui comprend quatre vingt sept députés, trois ; la gauche radicale, cent quatre membres, cinq ; les radicaux-socialistes, qui comprennent quatre-vingt membres, trois ; enfin, les quarante-neuf socialistes seront représentés par deux commissaires.

Trois sièges ont été, en outre, réservés pour les cinquante et un indépendants (les Sauvages), qui ne sont inscrits à aucun groupe ; soit, au total, trente sièges sur trente-trois.

Pour les trois sièges qui restent à répartir, il a été convenu que les groupes se réuniraient, suivant leurs affinités, afin de se les partager.

Ce petit groupement est assez suggestif. C'est ainsi que les droitiers, les ralliés et les ministériels forment le premier groupe sympathique. C'était d'ailleurs tout indiqué, puisqu'ils votent toujours ensembre en faveur du cabinet Méline.

L'Union progressiste s'est réunie avec la gauche radicale ! les radicaux socialistes forment le troisième groupe avec les socialistes. Chacun de ces trois groupes aura droit à un délégué.

Tous les groupes sont convoqués séparément pour demain lundi, à une heure et demie, afin de choisir leurs candidats. Ces listes seront ensuites communiquées aux présidents des groupes, qui se réuniront à trois heures, à l'effet d'établir la liste unique de la future commission. Il a été en outre, décidé qu'aucun des noms présentés ne serait discuté.

Ajoutons que, sur l'initiative de MM. Le Hérissé, Gauthier (de Clagny), Clapot et Genet, les indépendants tiendront également une réunion pour désigner les trois candidats qui lui sont attribués.

Quand à l'élection définitive de la commission, elle se fera, mardi, au scrutin de liste, en séance publique.

Une autre question doit être encore résolue à propos de la commission d'enquête.

On se rappelle que la première qui fonctionna sous la présidence de M. Brisson ne put arriver à faire la lumière faute d'avoir les pouvoirs indispensables.

Recommencera-t-on les mêmes errements et les enquêteurs se heurteront-ils à des chinoiseries de procédure ?

Nous croyons savoir que, mardi, après l'élection de la commission, la question sera portée à la tribune.

La Chambre devra se prononcer et dire si elle entend jouer de nouveau une indigne comédie ou si elle est résolue à en finir une fois pour toutes avec l'affaire de Panama, en ne négligeant aucun moyen de se renseigner complètement.

Dans ce cas, elle devra donner à la commission d'enquête les pouvoirs les plus étendus.

La journée de travail

Le Parlement est en train de refondre cette fameuse loi du 2 novembre 1892 qui, pour la première fois, dans notre pays, réglementait la durée du travail effectif des femmes et des enfants, alors que dans les nations voisines, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Italie, etc., cette réglementation existe depuis de longues années.

Dans l'état actuel de la discussion qui se poursuit devant les Chambres, il est bien difficile de prévoir la solution des débats.

Adoptera-t-on la solution proposée par M. Maxime Lecomte, l'initiateur des remaniements de la loi, solution qui consiste à ramener à *onze heures* par jour, au maximum, le travail des adultes-hommes, — aussi bien dans les ateliers que dans les usines et manufactures, — des femmes et des enfants ?

Au contraire, laissera-t-on dans le *statu quo* la législation actuelle, qui réduit à dix heures le travail de l'enfant jusqu'à dix-huit ans, à onze heures celui des filles mineures de dix-huit ans et des femmes, à douze heures le travail des hommes occupés dans les usines ou manufactures, et à une durée sans limites, celui des adultes-hommes employés dans les établissements qui, n'étant ni usines ni manufactures, ne sont pas soumis à la loi de 1848, laquelle a fixé à douze heures le maximum de la journée ouvrière pour les hommes ?

Mais quelle que soit la solution qui aboutisse, elle sera dépourvue de sanction si on ne réforme pas ou, plus exactement, si l'on n'abroge pas les règlements d'administration publique qui, ayant introduit dans la loi de 1892 des exceptions nombreuses, en ont diminué, annihilé même, les effets protecteurs pour les travailleurs de beaucoup de catégories.

Çà & Là

JUIN 1848

Après avoir fait trois mois de crédit aux hommes du gouvernement provisoire pour leur faciliter la tâche et leur permettre de fonder la République, les ouvriers de Paris, fatigués d'attendre n'en ayant plus la force ni les moyens, avaient recours au moyen suprême de la révolte pour réclamer du travail et du pain.

Pour toute réponse, les gouvernants qui en fait de réformes promises, n'avaient songé qu'à s'armer de pied en cap pour être en mesure de réprimer les plaintes des affamés, reçurent les ouvriers parisiens à coups de canon et en firent des hécatombes que les Versaillais devaient renouveler, revues et augmentées en 1871.

Ce fut par la déportation, par l'exil et une horrible boucherie que se termina cette formidable révolte qu'on a si justement dénommée : l'insurrection de la faim.

Et voilà de cela un demi siècle ! un demi siècle et nous n'en sommes pas plus avancés. Les gouvernants de l'heure actuelle s'appliquent de plus en plus à repousser les réformes les plus élémentaires et les plus attendues. Loin de compter avec le peuple des travailleurs qui attend depuis vingt ans la fonda'on définitive de la Republique et avec elle les réformes promises, ils s'en éloignent et le défient, contractant des alliances liberticides avec les partisans les plus acharnés du trône et de l'autel.

Ils ne s'en cachent pas et leur conduite le prouve : ils attendent encore le peuple la mèche allumée, bien décidés, pour défendre leurs privilèges et leurs monopoles à renouveler les boucheries de Juin et les massacres de la Semaine sanglante.

A qui la faute ? Il ne faut pas s'en prendre aux gouvernants, ils sont dans leur rôle, et nous avons les gouvernants que nous méritons.

La faute en est au peuple, qui assiste en comparse à la tragédie bourgeoise qui se déroule sous ses yeux. La faute en est aux travailleurs, qui ne savent pas encore marcher unis comme un seul homme aux jours d'élections et qui envoient dans les corps élus les pires ennemis de la République et de leurs intérêts.

La faute en est aux travailleurs, qui n'ont pas encore compris la nécessité de se grouper syndicalement et par les moyens en leur pouvoir pour la défense de leurs intérêts corporatifs et la conquête de la République sociale...

Oui certes, la semence sociale est faite, mais il ne faut pas que les travailleurs se contentent de regarder pousser l'herbe, et pour qu'ils n'aient plus, comme en 1848 et 1871, à arroser encore les semailles de leur sang, il faut qu'en souvenir de ces rudes journées, ils se groupent et marchent la main dans la main sous les plis libérateurs du drapeau de la Sociale !

Et comme aux fusillés de 1871, nous adressons nos saluts socialistes et révolutionnaires aux massacrés de 1848, avec l'espoir d'une revanche prochaine et définitive du Prolétariat.

J.-B. CLÉMENT.

QUESTIONS SOCIALES

LA LUTTE DES CLASSES

Quand les socialistes parlent de la lutte des classes, nos adversaires se démènent comme des diables dans un bénitier. Pour eux, c'est un crime que de constater que la société se compose de classes, c'est-à-dire, suivant la réelle expression de Littré, de « rangs établis parmi les hommes par la diversité et par l'inégalité de leurs conditions ».

Si nos adversaires se servaient un peu moins de la calomnie et de la mauvaise foi, ces armes qu'ils manient merveilleusement à défaut d'arguments ; si, au lieu de nous combattre avec parti-pris, ils prenaient la peine de discuter, ils reconnaîtraient facilement que nous n'avons pas l'habitude d'avancer des faits sans être en mesure d'en fournir immédiatement la preuve.

Mais nous ne sommes pas les seuls à reconnaître, que deux classes séparent profondément notre moderne société. Parmi nos adversaires, il s'en rencontre parfois qui laissent échapper, bien malgré eux, des vérités qui viennent à l'appui de nos affirmations.

Ces imprudents, qui, sans le vouloir, compromettent la société capitaliste, deviennent ainsi nos meilleurs propagandistes, et, quand nous le pouvons, nous n'hésitons jamais à les faire parler à notre place.

C'est un académicien, M. Jules Lemaître qui, en pleine distribution de prix au lycée Charlemagne, le 1er août 1894 éprouve le besoin de déclarer : « Il est bien vrai que l'égalité du citoyen est inscrite dans nos lois, qu'il n'y a plus de caste et que, en théorie, tout est devenu accessible à tous. Mais, en fait, s'il n'y a plus de classes politiques, il y a toujours des classes ou des compartiments sociaux, et les riches et les pauvres sont peut-être plus profondément séparés aujourd'hui par les mœurs qu'ils ne l'étaient autrefois par les institutions. »

C'est un collaborateur du *Journal des Débats* M. Joseph Chailli-Bert, qui, le 13 décembre 1895, a l'audace d'écrire, « Il y a dans chaque ville une ville de riches et une ville de pauvres, qui s'ignorent et ne peuvent plus se connaître. C'est ainsi que dans une société qui avait prétendu détruire les classes (voyez les édits de Turgot et les discours de la constituante) les classes se sont reconstituées, plus nombreuses, plus impénétrables et plus séparées que par le passé. »

Ces jours M. Mermeix, un boulangiste de première marque qui dans son livre *La France socialiste*, écrit ces lignes : « La classe des non possédants s'accroît, celle des possédants devient de jour en jour moins nombreuse. »

C'est M. Fernand Maurice, qui, dans son livre : *La réforme agraire et la misère en France*, écrit audacieusement : « Il est impossible de rien comprendre aux évènements de ce siècle si l'on ne sépare pas la nation française en deux parties nettement distinctes, la bourgeoisie et le peuple. »

C'est Larousse, peu tendre pour les socialistes, qui, dans son *Grand Dictionnaire* ose déclarer : « La société française, avant 1789, composée de trois classes ou castes est restée depuis la nuit du 4 août, et malgré, ou plutôt par le fait du décret du 19 juin 1790, supprimant la noblesse et abolissant toutes qualifications, divisée en deux catégories de citoyens vulgairement nommées bourgeoisie et plèbe, capitalisme et salariat. »

C'est un collaborateur de la *Nouvelle Revue* M. Elbert, qui le 15 janvier de cette année, publie les lignes suivantes : « Il est une vérité qui apparaît claire comme de l'eau de roche, c'est qu'un fossé de plus en plus profond, de plus en plus escarpé se creuse entre les deux classes essentielles de la société : classe bourgeoise et classe ouvrière ».

Et combien d'autres citations pourrions nous faire ? Mais bornons-nous à celles-ci ; elles nous suffisent pour prouver que, de nos jours, comme en 1789, comme en 1793, les classes existent et sont profondément séparées. Nier les classes, cela n'est plus possible aujourd'hui. Ne voit-on pas que les instruments de travail et la matière du travail sont de plus en plus en la possession des capitalistes. Ceux qui ne les possèdent pas sont donc obligés — puisqu'on ne peut vivre sans travailler et qu'on ne peut travailler sans en avoir les moyens — de se mettre à la disposition des capitalistes, de vendre à ces derniers l'usage de leur force-de-travail qu'ils sont dans l'impossibilité d'utiliser eux-mêmes.

Cette subordination économique a pour résultat l'existence de classes bien distinctes : d'un côté ceux qui possèdent les instruments de travail ou les moyens de travailler et de vivre ; de l'autre, ceux qui ne les possèdent pas et pour qui, à tous prix, la mise en activité — pour d'autres — de ces moyens permet de vivre. Le régime capitaliste, par sa constitution même, par l'expropriation continuelle de ceux qui ont les reins peu solides, qui ont peu de capitaux, pousse à l'accentuation de cette division de la société en deux classes.

Comme l'a écrit très bien Gabriel Deville : « Les socialistes ne sont pas cause que les classes existent parce qu'ils en reconnaissent l'existence et ils n'en sont pas partisans parce qu'elles existent. Ils se bornent à constater ce qui a été, ce qui est et ce qui doit être : l'origine des classes, leur persistance actuelle et leur prochaine disparition. Et si, comme on nous le reproche maladroitement, nous affirmons toujours sur le terrain politique, l'antagonisme qui règne entre les deux parties de la société, c'est parce que nous savons nous adapter — et nous ne pouvons pas faire autrement — à la situation telle qu'elle se présente.

La grande industrie, en se développant, pousse au groupement des travailleurs non seulement dans l'atelier, mais aussi au dehors. Dans leurs débats, de plus en plus fréquents, avec les capitalistes, les travailleurs sont amenés à reconnaître de plus en plus que leurs intérêts à défendre sont de moins en moins individuels.